

ADRESSE DU 4^e CONGRÈS - 26-27 SEPTEMBRE 2020

À tous les travailleurs, aux militants, aux jeunes À tous ceux qui refusent l'ordre existant À tous ceux qui cherchent la voie du combat

Dans les prochaines semaines, le gouvernement va faire ratifier par l'Assemblée nationale-croupion son fameux « plan de relance » annoncé à grand fracas de communication par le Premier ministre : 100 milliards pour les capitalistes, qui s'ajoutent aux 460 milliards déjà votés. 560 milliards en tout, l'équivalent de deux fois le budget prévisionnel annuel de la nation !

Les mêmes « plans de relance », déversant des centaines de milliards de dollars et d'euros, ont été adoptés dans la plupart des grands pays capitalistes. Jamais, dans l'histoire du système capitaliste, on n'avait vu la minorité exploiteuse accumuler autant de richesses et si vite entre ses mains : en une seule semaine fin août, les 500 milliardaires les plus riches du monde ont vu leurs revenus augmenter de 209 milliards de dollars (agence Bloomberg, 29 août 2020) !

Pourquoi pas 560 milliards pour sauver le peuple travailleur ?

Les mots ont un sens : ils appellent cela « plan de relance » parce qu'il s'agit pour eux de relancer **leur** économie. **Leur** économie a pour fondement l'exploitation de la force de travail, elle repose sur la réalisation du profit. Toute production, même si elle est utile à la société, est décrétée inutile si elle ne dégage pas suffisamment de profit (qui enrichit les capitalistes). C'est pourquoi, en ce moment, nous assistons en France et dans le monde entier à une destruction massive de richesses, de moyens de production, d'usines, de machines et des emplois,

donc de la force de travail. Il est officiellement question de centaines de millions de chômeurs supplémentaires à l'échelle de la planète.

560 milliards d'euros ! À en croire les représentants du gouvernement et du patronat, il ne faudrait pas tout globaliser mais au contraire distinguer entre les prêts garantis par l'État, les subventions aux entreprises, les exonérations de « charges sociales » et d'impôts pour les patrons, le financement du chômage partiel...

À ces explications qui visent à les embrouiller, les travailleurs sont en droit de répondre : « Mesdames et Messieurs les ministres et les capitalistes, vous pouvez tourner les choses comme vous le voulez, la vérité reste que vous sortez 560 milliards d'euros pour que **votre** économie soit profitable. La vérité, c'est que, parmi les nombreuses entreprises qui ont bénéficié d'un prêt garanti par l'État mis en place par le vote unanime du 19 mars à l'Assemblée nationale, Renault a obtenu 5 milliards d'euros pour supprimer 4 600 emplois, Air France a obtenu 7 milliards d'euros pour licencier 7 500 travailleurs, et beaucoup d'autres encore.

Et dans le même temps, vous enfoncez chaque jour davantage les travailleurs et les familles ouvrières. Vous faites payer les masques pour les enfants dans les écoles, vous imposez le chômage partiel de longue durée avec les pertes de salaire qu'il entraîne et vous encouragez vous-mêmes les plans de centaines de milliers de licenciements. 560 milliards pour aider les capitalistes ? Pourquoi pas 560 milliards pour sauver le peuple travailleur ? »

Le vote du 19 mars a scellé une véritable union sacrée

C'est la raison pour laquelle le POID considère comme un scandale du point de vue de la démocratie – c'est-à-dire de la loi de la majorité – le vote du 19 mars à l'Assemblée nationale, par lequel les députés de « gauche » ont voté à l'unanimité avec leurs collègues de droite et les macronistes en faveur de la première tranche – 343 milliards ! – d'aides aux patrons. Ce vote a scellé une véritable union sacrée dont le ciment est la « relance de l'économie » qui ne vise qu'à la relance du profit.

Nous affirmons au contraire que le premier devoir de la société, c'est de permettre à chacun de ses membres de vivre dignement de son travail. Pour cela, il faut qu'il y ait des emplois. Voilà pourquoi le maintien des emplois et l'interdiction des licenciements sont le premier acte non pas d'un plan de relance du profit mais d'un plan de réorganisation et de reconstruction de la société afin de garantir le droit de vivre de l'immense majorité. Un plan pour permettre aux travailleurs, y compris les couches les plus précaires (jeunes, migrants, mères de famille, etc.), de vivre dignement.

Depuis plusieurs mois, des millions de manifestants contre le racisme aux États-Unis reprennent le mot d'ordre : « *Black lives matter* », « la vie des Noirs compte ». C'est une exigence vitale : la vie des Noirs compte, et dans le monde entier, la vie des travailleurs et des jeunes doit compter.

Pour cela, dans notre pays, les 560 milliards doivent être confisqués et mobilisés pour l'emploi et les licenciements interdits. Répétons-le : c'est le point de départ de toute reconstruction de la société sur des bases conformes à la démocratie, c'est-à-dire aux intérêts de la majorité.

Besoin d'écoles, d'universités, d'hôpitaux, de services publics...

Qui osera dire que l'on n'a pas besoin de maintenir les emplois existants et d'en créer de nouveaux ? Prenons la question de la rentrée scolaire et universitaire. Douze millions d'élèves et deux millions d'étudiants sont rentrés sans qu'aucun

moyen supplémentaire n'ait été dégagé pour faire face au retard scolaire accumulé, aucun enseignant recruté pour doubler les classes et permettre à la jeune génération de rattraper le temps perdu. Aucune mesure prise non plus pour aider les élèves en situation de handicap pour lesquels les milliers de familles attendent en cette rentrée une place en établissement ou structure adapté. Répondre à ces besoins exigerait l'embauche de dizaines de milliers d'enseignants supplémentaires et non de licencier des milliers de contractuels comme le fait le gouvernement.

Et que dire de la protection sanitaire dans les établissements scolaires et universitaires ? Peut-on la garantir avec les effectifs actuels des personnels d'entretien des collèges, des lycées, des écoles, des universités ? Non ! Pour cela, l'embauche de dizaines de milliers de personnels d'entretien serait indispensable pour protéger les enfants, les étudiants et les enseignants.

Quant à la pandémie... Au cours de notre congrès un travailleur hospitalier et militant syndical a témoigné : « *Le Covid existe bien, il y a bien une deuxième pandémie qui arrive. La seule différence avec la première qui était montée tout de suite en flèche, c'est que celle-là est plus lente. Elle a commencé à réaugmenter cet été, mais toutes les semaines les réanimations se remplissent et les hospitalisations conventionnelles aussi. Est-ce que l'hôpital est prêt ? Non. Est-ce que l'hôpital a pris des mesures après la première pandémie ? Non. Les directions ont continué à supprimer des lits. Et elles en suppriment encore, on met parfois des fauteuils à la place.* »

Cyniquement, après avoir fait applaudir les personnels soignants, après avoir été contraint par leur mobilisation à céder une augmentation de salaire substantielle, le gouvernement continue sa politique de casse. L'angoisse et la colère grandissent dans tout le pays face à la menace d'une vague pandémique contre laquelle rien n'est prêt !

Besoin d'écoles, d'universités, d'hôpitaux, de services publics, de moyens de transport : répondre à ces besoins exigerait de développer les secteurs du bâtiment et des travaux publics.

Et que dire de la recherche ? Pour combattre le coronavirus, ne faudrait-il pas affecter les moyens nécessaires à l'embauche de chercheurs, à la recherche fondamentale pour accélérer la découverte d'un vaccin et d'un traitement efficace ? Et que dire du dépistage ? Le mois de mars avait été marqué par le scandale des masques inexistantes. Ce mois de septembre est marqué par le scandale des moyens de dépistage dérisoires par rapport aux besoins, avec ces attentes de jours et de jours avant de pouvoir faire un test, et de jours et de jours encore pour en connaître le résultat !

Ne faudrait-il pas créer un réseau national de laboratoires permettant, sous le contrôle de l'État, un dépistage systématique comme cela s'est fait dans d'autres pays ?

Ajoutons que le maintien des emplois et donc des salaires, c'est la reprise de la consommation et donc le maintien des emplois aussi dans tous les secteurs de production, des biens de consommation, dans la distribution, dans le commerce...

Rupture Reconstruction Réorganisation

Oui, nous sommes en droit d'affirmer que mobiliser ces 560 milliards pour le maintien et la création des emplois nécessaires permettrait le développement effectif d'une économie basée non sur la recherche du profit mais sur la réponse aux besoins fondamentaux du plus grand nombre.

Cela exige une planification, non pas le plan décrété par Macron avec son haut-commissariat présidé par l'ex-ministre Bayrou et que certains à « gauche » croient utile d'applaudir bruyamment. Non, un plan qui passe par la nationalisation sans indemnité ni rachat de toute une série de secteurs de l'industrie, par la confiscation des 560 milliards, par la nationalisation des banques et la centralisation d'une banque unique au seul service de la reconstruction et de la réorganisation d'une économie au service de la population et par la renationalisation des services publics.

Si on se place du point de vue de la classe ouvrière et de la démocratie, ce n'est pas de la relance de la vieille économie capitaliste spéculative et parasitaire dont le pays a besoin mais de trois « R » :

Rupture avec ce système, Reconstruction d'une économie au service de la population, Réorganisation de la société pour la satisfaction des besoins humains.

Pour cela, il est urgent de rompre avec la continuité des quarante dernières années, dont tous les gouvernements successifs, de « gauche » comme de droite, ont mené des politiques de privatisation, de destruction des services publics, de déréglementation et de réformes anti-ouvrières et antisociales, en tentant d'y associer les organisations syndicales ; continuité aussi de la mise en œuvre de la politique agricole commune européenne et de la soumission aux seuls intérêts de l'industrie agroalimentaire. Cette continuité doit être brisée.

Et qu'on ne nous dise pas qu'il faut attendre l'élection présidentielle de 2022. D'abord parce que cela voudrait dire que d'ici là la situation continue à se dégrader, permettant aux patrons et au gouvernement de détruire encore plus d'emplois.

Ensuite parce que l'élection tous les cinq ans d'un roi sans couronne, ce n'est pas la démocratie. La V^e République est chaque jour davantage un régime bonapartiste où tous les pouvoirs sont concentrés entre les mains du président au seul service des intérêts capitalistes, une monarchie de plus en plus autoritaire qui prend des mesures liberticides et répressives contre les droits démocratiques.

C'est au peuple de définir ce que doivent être la forme et le contenu du pouvoir politique

Pour le Parti ouvrier indépendant démocratique, l'issue ne viendra pas de l'élection présidentielle. C'est au peuple – c'est-à-dire à l'immense majorité constituée des travailleurs actifs et retraités et des jeunes – de définir ce que doivent être la forme et le contenu du pouvoir politique. Il faut abroger l'élection du président de la République au suffrage universel et en finir avec la concentration du pouvoir entre les mains d'un seul. Une Assemblée constituante pourra le décider. Une assemblée de délégués élus et mandatés par le peuple travailleur prenant entre ses mains tous les pouvoirs, à commencer par celui d'abolir les institutions existantes et de briser le lien de subordination à l'Union européenne.

Une telle Assemblée constituante représentative du peuple travailleur pourra décider que les 560 milliards garantissent l'emploi et les salaires. Une telle assemblée établissant la démocratie rendra possible la mise en place d'un authentique gouvernement des travailleurs par les travailleurs, pour les travailleurs, qui rompra définitivement avec les institutions de la V^e République et de l'Union européenne, pour l'Europe des travailleurs et de la démocratie.

L'unité peut et doit se réaliser sur l'interdiction des licenciements

Pour avancer dans cette direction, le POID invite travailleurs et militants à débattre de ses propositions.

Aucun doute n'est possible sur le fait que dans les semaines à venir les travailleurs vont être amenés à agir. **Pour notre part, nous affirmons que l'unité peut et doit se réaliser sur l'interdiction des licenciements, point de départ de toute**

politique rompant avec les intérêts capitalistes et répondant au besoin de l'immense majorité.

Les positions du POID ne sont pas à prendre ou à laisser, nous les soumettons à la discussion et à la réflexion.

Nous invitons les travailleurs, militants et jeunes, dans cette situation extraordinairement difficile (mais où, nous le savons, l'heure est plus que jamais au combat), à participer :

– aux assemblées-débats publiques organisées dans tout le pays dans les prochaines semaines ;

– **au meeting central du 7 novembre à Paris.**

Ensemble, saisissons-nous de ces occasions pour répondre à la question : quelle reconstruction de ce pays dévasté, quelle réorganisation de la société répondront enfin aux besoins de la majorité et non pas aux exigences du profit capitaliste ?

Adoptée à l'unanimité par le 4^e Congrès du Parti ouvrier indépendant démocratique, le 27 septembre 2020.



**PARTI
OUVRIER
INDÉPENDANT
DÉMOCRATIQUE**

Je souhaite adhérer au Parti ouvrier indépendant démocratique

Nom, prénom :

Adresse : Code postal :

Ville : E-mail :

Bulletin à renvoyer à : POID, 67, avenue Faidherbe 93100 Montreuil ou par mail à : poidemocratique@orange.fr

Si vous voulez en savoir plus, lisez toutes les informations concernant le combat contre les plans de licenciements dans *La Tribune des travailleurs*. Prenez contact avec le POID.